Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

36 | 2008

L'enquête judiciaire et ses récits - Mots, violence et
politique - Varia

Un chemin singulier ? L'industrialisation française vue par les historiens américains

François Jarrige

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2702>

DOI : 10.4000/rh19.2702

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 149-161

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

François Jarrige, « Un chemin singulier ? L'industrialisation française vue par les historiens américains », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 36 | 2008, mis en ligne le 04 juillet 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/2702> ; DOI : 10.4000/rh19.2702

Tous droits réservés

NOTE CRITIQUE

FRANCOIS JARRIGE

Un chemin singulier? L'industrialisation française vue par les historiens américains

Michael Stephen SMITH, *The Emergence of Modern Business Enterprise in France, 1800-1930*. Cambridge (Mass.)/London, Harvard University Press, 2006, 575 p. ISBN : 0-674-01939-3. 62 dollars.

Jeff HORN, *The Path not Taken: French Industrialization in the Age of Revolution, 1750-1830*, Cambridge (Mass.), The Massachusetts Institute of Technology Press, 2006, 383 p. ISBN : 0-262-08352-3. 45 dollars.

Leonard ROSENBAND, *Papermaking in Eighteenth-Century France. Managemement, Labor and Revolution at the Montgolfier Mill, 1761-1805*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2000, traduction française *La fabrication du papier dans la France des Lumières. Les Montgolfier et leurs ouvriers, 1761-1805*, collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 242 p. ISBN : 2-7535-0084-3. 20 euros.

L'histoire économique occupe une place non négligeable dans la longue tradition d'échanges intellectuels entre les historiens nord-américains et la France¹. La Revue *French Historical Studies* a d'ailleurs publié en 2000 un numéro spécial consacré aux « nouvelles orientations de l'histoire économique » réunissant des études de synthèse sur l'histoire économique française par des historiens français et nord-américains². L'historiographie économique américaine s'était pourtant d'abord tournée vers le Royaume-Uni, en raison des échanges anciens et des liens étroits entre les deux pays qui ont permis à un historien américain de parler de « révolution industrielle transatlantique »³. Aux États-Unis, l'industrialisation démarra au tournant du

1. Ces échanges ont récemment été étudiés par Nancy L. Green et Edward Berenson, « Quand l'oncle Sam ausculte l'Hexagone : les historiens américains et l'histoire de la France », *Vingtième siècle*, n° 88, octobre-décembre 2005, p. 121-131 ; Laura L. Downs, Stéphane Gerson (eds.), *Why France? American Historians Reflect on an Enduring Fascination*, Ithaca, Cornell University Press, 2007, traduction française, *Pourquoi la France? Des historiens américains racontent leur passion pour l'Hexagone*, Paris, Le Seuil, 2007 ; Jan Goldstein, « The Future of French History in the United States: Unapocalyptic Thoughts for the New Millennium », *French Historical Studies*, volume 24, n° 2, 2001, p. 1-10.

2. « Forum : New Directions in French Economic History », *French Historical Studies*, volume 23, n° 3, 2000.

3. David J. Jeremy, *Transatlantic Industrial Revolution*, Oxford, Basil Blackwell, 1981.

xix^e siècle en Nouvelle-Angleterre grâce à l'immigration d'ouvriers qualifiés anglais et au transfert des techniques britanniques. Au xix^e siècle, les conditions de l'industrialisation américaine furent profondément différentes de la situation en Europe : le travail y était cher et la terre bon marché, il était donc préférable d'augmenter la productivité par travailleur plutôt que le rendement par unité de surface, d'où le développement rapide de l'industrie de la construction de machines et l'importance du principe d'interchangeabilité des pièces aux États-Unis.

Par ailleurs, les traditions historiographiques nationales sont très différentes de part et d'autre de l'Atlantique. Aux États-Unis, la « nouvelle histoire économique » des années 1960 a revigoré l'étude des logiques de l'industrialisation en s'assignant comme tâche « l'étude des faits économiques passés, à la lumière des modèles explicites, testés selon les critères rigoureux de l'économétrie »⁴ ; le programme initial envisageait l'application des théories néoclassiques à l'analyse de grandes questions historiques comme celle de l'esclavage américain ou des chemins de fer. Ces analyses cliométriques eurent peu de succès en France où dominaient à la fois la tradition d'histoire économique et sociale des *Annales* et la prégnance des approches marxistes⁵. Aux États-Unis même, cette « nouvelle histoire économique » est entrée en crise. Elle est jugée trop statique et incapable de suffisamment prendre en compte ce qui devrait être la tâche primordiale des historiens économistes : l'analyse du changement institutionnel, l'examen de l'historicité et des temporalités historiques.

En dépit – ou peut-être à cause – des décalages et de l'éloignement des situations française et américaine, de nombreux historiens ont pris l'Hexagone pour terrain d'enquête afin d'élucider l'énigme du cas français et la singularité de son modèle de développement. Les trois études dont il sera question ici s'inscrivent dans cette ambition. Elles témoignent de l'intérêt persistant des historiens d'outre-Atlantique pour la physionomie singulière de l'industrialisation française. Loin des modèles cliométriques, elles cherchent à penser les spécificités de l'industrialisation française en partant des logiques institutionnelles, des représentations des acteurs ou des formes d'organisation de la production. En faisant un retour – selon des perspectives très différentes – sur la question ancienne du chemin singulier de l'industrialisation française, elles proposent de nouvelles pistes pour répondre à des questions anciennes et récurrentes de l'historiographie économique.

4. Pour une présentation de l'historiographie économique nord-américaine au xx^e siècle, voir Jean Heffer, « L'histoire économique américaine : une révolution qui a réussi », dans Jean Heffer et François Weil [dir.], *Chantiers d'histoire américaine*, Paris, Belin, 1994, p. 151-182 citation p. 165.

5. John V.C. Nye, « The Importance of Being Late : French Economic History, Cliometrics, and the New Institutional Economics », *French Historical Studies*, volume 23, n° 3, 2000, p. 423-438 ; Robert Boyer, « Cinquante ans de relations entre économistes et historiens : réflexions d'un économiste sur les cas de la France et des États-Unis », *Le Mouvement social*, n° 155, avril-juin 1991, p. 67-101.

*Retour sur la genèse de la grande entreprise : une conception
« post-révisionniste » du développement économique de la France
au XIX^e siècle ?*

L'ouvrage de Michael Stephen Smith constitue une somme impressionnante par l'ampleur du champ couvert et la richesse de l'information réunie. L'auteur, professeur à l'université de Caroline du Sud, a travaillé précédemment sur les réformes douanières en France après le traité de libre-échange de 1860 ⁶. Dans cet ouvrage, il s'inscrit d'emblée dans la puissante tradition de la *business history* américaine (l'étude est d'ailleurs publiée dans la prestigieuse collection des « Harvard Studies in Business History » fondée dans les années 1930 et longtemps dirigée par Alfred Chandler ⁷). L'objectif de l'auteur est de montrer l'émergence du « capitalisme moderne » en France au XIX^e siècle, en suivant le passage d'un capitalisme marchand fondé sur des entreprises de taille réduite aux entreprises de grande dimension qui ont permis à la France d'étendre son influence sur le monde.

L'histoire du développement économique de la France entre 1800 et le début du XX^e siècle a été dominée par une controverse entre deux écoles de pensée : l'une pessimiste et l'autre optimiste. Pour les tenants de la thèse pessimiste, incarnée notamment par David Landes aux États-Unis et dominante des années 1940 aux années 1970, l'histoire de l'économie française après 1800 est celle d'un échec face au modèle industriel britannique ⁸. L'enjeu de l'histoire économique est alors d'identifier les facteurs sociaux, politiques et culturels, autant qu'économiques, qui expliquent cet échec. Dans les années 1970, cette vision pessimiste a été peu à peu contrebalancée par des études plus attentives aux forces cachées de l'économie française. L'importante étude de Patrick O'Brien et Caglar Keyder a lancé l'idée que la France avait connu une voie différente plutôt qu'un retard de développement économique ⁹. La thèse du retard français a ensuite été remise en cause par toute une série de travaux « optimistes », soucieux de montrer que la France avait connu une véritable réussite industrielle fondée sur un modèle de développement singulier. Ainsi, le passage vers la « modernité » était différent mais pas nécessairement inférieur au modèle britannique et américain. Dans les années 1980, dans le contexte de la critique du gigantisme industriel, on s'est attaché à redécouvrir les vertus d'un modèle de développement économique plus flexi-

6. Michael Stephen Smith, *Tariff Reform in France, 1860-1900: the Politics of Economic Interest*, Ithaca, Cornell University Press, 1980.

7. Voir Jean Heffer, « L'histoire économique américaine : une révolution qui a réussi », dans Jean Heffer et François Weil [dir.], *Chantiers d'histoire américaine*, ouv. cit., p. 154.

8. Voir David Landes, « French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, n° 9, 1949, p. 45-61.

9. Patrick O'Brien et Caglar Keyder, *Economic Growth in Britain and France, 1780-1914*, Londres, Allen & Unwin, 1978.

ble en étudiant les modes d'organisation de la production et les pratiques de travail plutôt que les seuls indicateurs macro-économiques ¹⁰.

Michael Smith propose d'aller plus loin dans la revalorisation de l'efficacité de l'économie française du XIX^e siècle en présentant une conception qu'il qualifie lui-même de « post-révisionniste » (p. 5) de l'histoire des entreprises. Contre les analyses traditionnelles, il cherche à montrer que l'histoire de l'économie française fut celle d'une réussite économique remarquable. Dans cette perspective, ce qui compte ce n'est pas que la France s'industrialise plus lentement que l'Angleterre ou l'Allemagne, mais c'est plutôt que, durant tout le XIX^e siècle, elle demeure l'une des quatre ou cinq puissances économiques dominantes du monde. Ce récit de la modernisation des entreprises et du capitalisme français est une « pièce en trois actes ». Après un bref rappel des fondements du capitalisme à l'époque moderne (un État puissant et centralisé, le développement d'un commerce interrégional, l'émergence de la « proto-industrialisation »), l'auteur décrit le passage du capitalisme marchand au capitalisme financier au cours XIX^e siècle. Il explore comment les marchands, les banquiers et les entrepreneurs ont modernisé les infrastructures commerciales et le système financier.

Dans la deuxième partie, l'auteur se tourne vers l'autre face de l'économie moderne du XIX^e siècle, celle du capitalisme industriel. Pour lui, ce qui caractérise alors de manière centrale le développement industriel, ce n'est pas la persistance des entreprises de petite taille fondées sur un modèle artisanal, mais au contraire l'avancée des entreprises mécanisées de grande dimension. Il les étudie en suivant les différents secteurs d'activité en fonction des rythmes de leur développement (le textile, le charbon, la sidérurgie, la construction mécanique, la chimie, la production des biens de consommation). C'est également au XIX^e siècle que ce capitalisme industriel met en place les outils juridiques et les instruments de son pouvoir : il développe des stratégies de contrôle de la main-d'œuvre, agit auprès de l'État pour obtenir des mesures de protection de ses marchés et met sur pied des ententes et des cartels pour sécuriser au maximum son environnement économique.

La croissance des grandes entreprises françaises au cours du XIX^e siècle leur a donné les ressources – technologiques et en terme d'organisation – nécessaires pour participer à l'émergence du capitalisme managérial entre les années 1880 et 1930. Contre les vues habituelles, l'auteur affirme que l'économie française s'est développée selon un modèle proche du capitalisme américain ou allemand de la même époque. Michael Smith reprend le paradigme de Chandler et l'applique au cas français pour décrire les caractéristiques de ce capitalisme managérial fondé sur les innovations techniques et

10. Charles Sabel et Jonathan Zeitlin, "Historical Alternatives to Mass Production : Politics, Markets and Technology in Nineteenth Century Industrialization", *Past and Present*, n° 108, 1985, p. 133-176; Charles Sabel et Jonathan Zeitlin (eds), *World of Possibilities. Flexibility and Mass Production in Western Industrialization*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

les nouvelles méthodes de gestion des grandes entreprises intégrées ¹¹. Cette « seconde révolution industrielle » repose en grande partie sur une énergie nouvelle, l'électricité, et un produit destiné à devenir de plus en plus central : l'automobile. L'un des objectifs de l'auteur est de montrer que les analyses de Chandler sur le « *big business* » sont pertinentes pour penser le développement de l'économie française au début du xx^e siècle, même si la France ne possède pas d'entreprises géantes équivalentes à celles qui voient le jour aux États-Unis ou en Allemagne. Ces grandes entreprises apparaissent dans l'industrie sidérurgique, dans l'industrie électrique, dans le monde de l'automobile et de la chimie. Elles adoptent les méthodes de rationalisation du travail et les nouvelles formes d'organisation qui triomphent alors aux États-Unis.

L'ouvrage constitue en définitive une excellente introduction à l'histoire des entreprises en France au xix^e siècle. À partir d'une large documentation l'auteur propose une vaste synthèse sur l'accroissement de la taille des entreprises et l'évolution de leur organisation. En appliquant le modèle de Chandler ¹², Michael Smith entend démontrer que l'expérience économique française constitue simplement une variante de celle qu'ont connue les autres nations industrielles et en aucun cas un modèle singulier et radicalement différent. À la différence de ceux qui partent en quête du chemin spécifique de l'industrialisation française, il insiste au contraire sur les points communs entre les grands pays industrialisés du xix^e siècle. L'image de l'économie française qui ressort de cette fresque des entreprises françaises est celle d'un capitalisme dynamique, empruntant les mêmes voies que les autres pays industrialisés. Selon l'auteur, c'est le développement de ces grandes entreprises capitalistes avant même la Deuxième guerre mondiale qui explique la forte croissance et la modernisation des Trente Glorieuses, qui avaient été largement préparées auparavant.

Si la période 1890-1930 constitue indéniablement une phase décisive de modernisation de l'économie française, il reste qu'en France – et contrairement à ce que laisse entendre l'ouvrage de Michael Smith – le rôle de la grande entreprise fut plus réduit que dans les pays sur lesquels Chandler fondait son étude ¹³.

Tout en cherchant à le dépasser, Michael Smith reste prisonnier du débat traditionnel sur la réussite ou le succès de l'économie française au xix^e siècle.

11. Tel qu'il a été exposé notamment dans Alfred D. Chandler, *Scale and Scope: the Dynamics of Industrial Capitalism*, Cambridge (Mass.)/London, Harvard University Press, 1990, traduction française *Organisation et performance des entreprises*, Paris, Éditions d'organisation, 1992-1993, 3 tomes.

12. Rappelons que pour Alfred Chandler, la grande entreprise s'est construite aux États-Unis dans les années 1850-1870 grâce aux capacités des managers à coordonner les activités productives et à répartir les ressources bien plus efficacement que ne pouvait le faire le marché, Alfred D. Chandler, *The Visible Hand*, Cambridge (Mass.)/London, Harvard University Press, 1977, traduction française *La Main visible des managers* (1988), Paris, Économica, 1999.

13. Patrick Fridenson, "France : the Relatively Slow Development of Big Business", dans Alfred D. Chandler Jr., Franco Amatori and Takashi Hikino (eds), *Big Business and the Wealth of Nations*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 207-245.

En plaçant au cœur de sa réflexion les questions de la « modernisation » et du « succès » des entreprises, l'étude de Michael Smith néglige le fait que, depuis plusieurs décennies, ce sont ces catégories elles-mêmes qui sont remises en cause par une plus grande attention aux chemins pluriels de l'industrialisation ou par l'étude des stratégies employées par les industriels pour réduire les incertitudes des marchés ¹⁴. À ce titre, cette approche « post-révisionniste » pourrait tout aussi bien être considérée comme très traditionnelle tant elle propose une vision linéaire et assez triomphaliste de l'histoire de la modernisation économique du XIX^e siècle. On peut également regretter que, contrairement à ce que l'auteur annonçait au début de l'ouvrage en indiquant qu'il voulait suivre l'influence de la France dans le monde, le livre n'adopte pas vraiment une perspective globale et s'intéresse peu au rôle des colonies dans le développement des grandes entreprises. L'ouvrage de Michael Smith soulève par ailleurs des questions similaires à celles qu'on a adressées à l'œuvre d'Alfred Chandler ¹⁵. Comme ce dernier, il s'intéresse peu aux mondes ouvriers et au travail, il focalise le regard sur les managers et les niveaux supérieurs de la hiérarchie, il tend à exagérer le rôle des grandes entreprises aux dépens des petites entreprises familiales et artisanales. Il n'en reste pas moins que par l'étendue de l'information réunie et du champ couvert, *The Emergence of Modern Business Enterprise* offre une synthèse remarquable sur l'histoire des transformations des entreprises françaises au XIX^e siècle.

*« L'autre grande peur » révolutionnaire
ou la quête des spécificités de l'industrialisation française au XIX^e siècle*

Dans un travail riche et ambitieux, significativement intitulé « le chemin qui n'a pas été pris », Jeff Horn, auteur de travaux sur les élections à l'époque révolutionnaire et d'une synthèse récente sur la « révolution industrielle » ¹⁶, part du même questionnement sur les singularités des voies nationales d'industrialisation mais aboutit à des conclusions très différentes. Il s'agit, comme chez Michael Smith, de porter un regard neuf sur l'historiographie de la révolution industrielle en France, mais la méthode comme la perspective adoptées diffèrent fondamentalement : d'une part, à la différence de Michael Smith, préoccupé par l'émergence du « big business » et peu attentif à réinscrire les entreprises dans leur environnement politique et social, Jeff Horn insiste sur le rôle des conflits sociaux et sur le poids du politique dans le façonnement de l'industrialisation française ; d'autre part, là où Michael Smith recherche

14. Il est significatif que l'auteur ne mentionne pas les travaux importants de Jean-Pierre Hirsch, *Les deux rêves du commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1992.

15. Richard R. John, "Elaborations, Revisions, Dissents: Alfred D. Chandler Jr.'s *The Visible Hand* after Twenty Years", *Business History Review*, vol. 71, n° 2, 1997, p. 151-200 ; Patrick Fridenson, « L'héritage d'Alfred Chandler », *Revue française de gestion*, n° 175, 2007/6.

16. Jeff Horn, *The Industrial Revolution*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 2007.

les éléments de « modernité » dans l'histoire des entreprises françaises du XIX^e siècle, Jeff Horn s'efforce au contraire de comprendre ce qui fait la singularité irréductible de la situation française.

Depuis l'invention de l'idée de révolution industrielle par les économistes de la première moitié du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne constitue l'étalon de mesure du processus de croissance industrielle. Face aux « pessimistes » comme David Landes qui interprétait le développement industriel français après 1800 comme un retard, sinon comme un échec, par rapport à l'industrialisation britannique, d'autres auteurs ont montré dans les années 1970, on l'a dit, qu'il existait plutôt une voie spécifique de l'industrialisation française, sans doute moins spectaculaire, mais tout aussi solide. S'inscrivant explicitement dans la continuité des travaux de Charles Sabel et Jonathan Zeitlin ou de Kenneth Pomeranz¹⁷, Jeff Horn affirme d'emblée que toutes les expériences nationales doivent être considérées comme des déviations et aucune ne doit être élevée au statut de norme. Son objectif est d'apporter un éclairage neuf sur le « *Sonderweg* industriel » français (p. 9) en examinant le poids du contexte politique et social singulier de la France autour de 1800.

Pour Jeff Horn, la singularité de la voie française s'explique d'abord par la « menace d'en bas » qui surgit avec une force extraordinaire à l'époque de la Révolution française. C'est l'incapacité du gouvernement français à contenir les violences populaires qui expliquerait la politique industrielle pragmatique qui a finalement façonné l'industrialisation de la France. Les neuf chapitres du livre dessinent une argumentation en trois étapes dont la Révolution française constitue le pivot. L'auteur revient d'abord sur les spécificités de l'industrialisation française avant 1789. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, les élites françaises s'efforcent de répondre à ce qui s'affirme comme le modèle anglais en développant une politique économique ambitieuse. La réforme de Turgot de 1776 en particulier, et le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre, visent à offrir aux industriels français un environnement institutionnel et industriel plus favorable. En signant le traité avec l'Angleterre, souvent présenté dans l'historiographie comme une catastrophe pour la production française, les dirigeants pensaient pouvoir concurrencer le rival d'outre-Manche. À l'encontre de l'idée d'un retard français, il semble plutôt qu'il faille insister sur la compétitivité de l'économie française dans de nombreux domaines à la fin du XVIII^e siècle. Les administrateurs et les fabricants français étaient prêts à rivaliser avec la Grande-Bretagne. Mais ce dynamisme ne survit pas à l'expérience de 1789. Jeff Horn cherche à expliquer pourquoi.

Pour lui, la Révolution française redessine l'espace des possibles et son ombre se projette sur l'ensemble des transformations économiques du XIX^e

17. Charles Sabel et Jonathan Zeitlin, « Historical Alternatives... », art. cité ; Kenneth Pomeranz, *The Great Divergence. China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

siècle ¹⁸. Le chapitre 4 intitulé « The Other “Great Fear” : Labor Relations, Industrialization, and Revolution » étudie les bris de machines qui ont lieu à l’époque révolutionnaire. Jeff Horn y voit une « autre grande peur » qui a façonné le comportement des élites économiques comme la politique industrielle de l’État. L’examen de la période révolutionnaire est de ce point de vue intéressant et fondé sur de nombreuses recherches originales. À Rouen, la révolution démarre en effet par de nombreuses destructions de machines textiles entre juillet et octobre 1789. Dans les années qui suivent, des destructions de ce type – quoique d’une ampleur moindre – ont également lieu à Troyes, Lille, Roanne, Paris. Ce chapitre est sans doute l’un des plus originaux car il accorde une grande attention à un phénomène qui a été rarement évoqué dans l’historiographie révolutionnaire ¹⁹. Ce type de violence associé aux désordres révolutionnaires fait que la « question des machines » surgit en France une génération avant que les événements luddites n’éclatent en Grande-Bretagne entre 1811 et 1816. Dans la suite de l’ouvrage, Jeff Horn présente les principaux aspects de la politique économique de l’an II et de la réorganisation institutionnelle qui suit l’abolition des corporations en 1791. Il insiste également sur l’action de Chaptal comme ministre de l’Intérieur ²⁰.

Dans un dernier temps, l’auteur examine les rapports entre l’État, les fabricants et le monde du travail après la réorganisation napoléonienne et jusqu’aux années 1830. Il propose une synthèse sur la politique économique, les conflits du travail et les pratiques populaires face à l’avènement de l’industrialisation. Il suggère de façon convaincante que la prise en compte des différences dans les relations sociales de part et d’autre de la Manche peut contribuer à expliquer les différentes stratégies de développement adoptées dans les deux pays ²¹. Comme il l’écrit, « l’industrialisation française après 1815 a suivi une trajectoire différente de l’industrialisation britannique, en partie à cause de l’attitude différente des élites à l’égard des classes ouvrières » (p. 293). Contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne où les élites seraient parvenues à dominer la main-d’œuvre, c’est donc, selon Jeff Horn, la peur des fabricants qui les a poussés à chercher des alternatives à la mécanisation du travail en recourant à ce que les historiens Charles Sabel et

18. L’auteur s’inscrit ainsi dans une longue tradition historiographique soucieuse de comprendre l’impact de l’épisode révolutionnaire sur l’évolution économique, voir par exemple Gérard Gayot et Jean-Pierre Hirsch [dir.], *La Révolution française et le développement du capitalisme — Revue du Nord*, hors série, n° 5, 1989.

19. Sur ce type de violence voir François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines et la genèse de la société industrielle (France, Angleterre, Belgique, 1780-1860)*, Thèse d’histoire sous la direction de Christophe Charle, Université Paris 1, 2007, 797 p.

20. À cet égard la thèse d’Igor Moullier sur le ministère de l’Intérieur, que Jeff Horn n’a pas pu consulter, apporte beaucoup : Igor Moullier, *Le ministère de l’Intérieur sous le Consulat et le Premier Empire (1799-1814). Gouverner la France après le 18 brumaire*, Thèse d’histoire sous la direction de Gérard Gayot, Université Lille 3, 2004, 703 p.

21. Voir aussi Jeff Horn, « Machine-breaking in England and France during the Age of Revolution », *Labour/Le Travail*, 2005.

Jonathan Zeitlin ont appelé la « spécialisation flexible ». Tout l'intérêt de cette thèse est de rompre avec une vision de l'acteur économique conçu comme un agent purement rationnel pour le réinsérer dans les enjeux et les luttes qu'il doit affronter à une époque de crises, de guerres et de révolution.

Quel que soit par ailleurs l'intérêt de cette thèse, elle soulève néanmoins une série de problèmes et de questions. Tout d'abord, Jeff Horn reste peut-être trop prisonnier du cadre national dans lequel il continue d'inscrire sa thèse globale alors même que c'est la région qui fut le cadre privilégié de l'industrialisation des XVIII^e et XIX^e siècles. Est-il possible de discerner une voie française de l'industrialisation alors qu'en réalité il y en eut plusieurs empruntées parallèlement à l'intérieur même de l'espace national ? Est-il possible de définir une voie française d'industrialisation, singulière par rapport à la voie anglaise, alors que l'industrialisation française n'a pas de singularité, surtout avant les processus d'homogénéisation du territoire qui se mettent en place sous le Second Empire. Par ailleurs, sa lecture du phénomène des bris de machines pose plusieurs difficultés : on peut contester qu'il ait atteint son apogée en France au début de la Révolution avant de décliner par la suite. C'est sans doute entre 1830 et 1848 que ces violences sociales eurent l'écho le plus important. Aux lendemains des révolutions de 1830 et 1848, les violences populaires de ce type qui ont lieu dans l'artisanat parisien et dans les régions textiles sont plus fortes que jamais ²². En outre, l'idée selon laquelle les bris de machines en Angleterre à l'époque du luddisme auraient eu lieu trop tardivement pour influencer le modèle de développement anglais semble peu convaincante ²³. Surtout, l'impact des conflits sociaux sur la politique patronale mériterait d'être analysé plus finement à partir d'archives plus précises et d'un examen plus étroit des processus de mécanisation. Il faudrait étudier de plus près comment les réactions de la main-d'œuvre façonnent les choix d'investissement des fabricants, comment s'opèrent les négociations entre les pratiques de travail et la mécanisation en fonction des secteurs et des places de fabriques.

Enfin, en insistant sur l'influence de la « menace d'en bas » et de la conflictuosité des rapports sociaux dans l'industrialisation, Jeff Horn néglige par là même d'autres éléments importants qui ont façonné la voie française et qui entretiennent également de nombreux liens avec l'expérience révolutionnaire : l'effondrement du commerce atlantique après 1800, la guerre et son impact à l'époque révolutionnaire et impériale, la faible modernisation du monde rural, la stagnation démographique et le faible exode rural. En bref,

22. François Jarrige, *Au temps des « tueuses de bras »*, ouv. cité et « Les ouvriers parisiens et la question des machines au début de la monarchie de Juillet », in Patrick Harismendy [dir.], *La France des années 1830 et l'esprit de réforme*, collection Carnot, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 211-222.

23. Pour une brève présentation du luddisme et des interprétations qui en ont été faites, voir Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, *Les Luddites. Bris de machines, économie politique et histoire*, Paris, Éditions Ère, 2006.

la longue durée de la proto-industrialisation a bien d'autres causes que la « grande peur » patronale face aux bris de machines.

En dépit de ces quelques doutes et interrogations, l'ouvrage de Jeff Horn constitue un essai remarquable sur les débuts de l'industrialisation française. Contre les fausses barrières chronologiques dressées par l'historiographie, il invite les historiens du XIX^e siècle à se tourner vers l'expérience révolutionnaire. Il propose aussi une approche riche où l'histoire économique croise sans cesse l'histoire sociale, l'histoire politique et l'histoire des techniques. À ce titre, il s'agit d'un ouvrage enthousiasmant pour qui veut comprendre les débuts de l'industrialisation. Les historiens du XIX^e siècle y verront par ailleurs une invitation fructueuse à pousser l'enquête plus en aval pour cerner l'impact des autres crises révolutionnaires dans le façonnement des rythmes de l'industrialisation. La révolution de Juillet, celle de février et de juin 1848 comme la Commune ont imposé des négociations continues entre différentes attentes de l'ordre économique.

*La genèse des techniques managériales :
l'exemple des Montgolfier à Vidalon*

Avec l'ouvrage de Leonard Rosenband, on change d'échelle et d'approche. Au lieu des grandes synthèses nationales et des perspectives larges, l'auteur propose une plongée dans l'univers manufacturier des Montgolfier, les papetiers installés à Annonay depuis la fin du XVII^e siècle. L'histoire de cette famille avait déjà retenu l'attention de l'historiographie d'outre-Atlantique²⁴. Dans son beau livre sur la fabrique des Montgolfier, issu de sa thèse de doctorat, Leonard Rosenband fait revivre l'ancien monde de production qui s'est évanoui au cours du XIX^e siècle. Comme Jeff Horn, Leonard Rosenband est attentif aux pratiques de travail, aux rapports sociaux de production et à leur transformation lente, mais le cadre monographique localisé permet d'introduire toutes les nuances qui manquent parfois aux études menées à l'échelle nationale.

Le siècle des Lumières est aussi celui du papier. Pour produire *l'Encyclopédie* et les écrits dont la diffusion s'accroît il faut disposer d'une quantité toujours croissante de papiers de qualité. Or, sur ce créneau de la qualité, la manufacture de Vidalon doit affronter la concurrence hollandaise. Une fois à la tête de l'entreprise, Étienne Montgolfier s'efforce d'importer la technique qui fait la supériorité hollandaise : le cylindre armé de tranchants bien plus efficace pour réduire les tissus en charpie que les piles et maillets en usage à Vidalon. Mais, dans cette stratégie, il doit affronter les compagnons pape-

24. Charles Gillispie, *The Montgolfier Brothers and the Invention of Aviation*, Princeton, Princeton University Press, 1983, traduction française *Les frères Montgolfier et l'invention de l'aéronautique*, Arles, Actes Sud, 1989.

tiers, travailleurs qualifiés maîtres du marché du travail qui défendent sans cesse leurs « modes », c'est-à-dire les coutumes du métier. Leonard Rosenband montre bien que ces « modes » n'étaient pas un simple héritage préindustriel, elles s'étaient développées au contraire dans le cadre du système de production capitaliste en vue de protéger les ouvriers et de leur permettre d'exercer un contrôle sur le marché du travail. Les compagnons papetiers avaient acquis une autonomie suffisante pour imposer une sorte d'ordre intérieur fondé sur la perception de droits et d'amendes. Pour Pierre Montgolfier, le « patriarche de Vidalon », ces « modes » étaient un scandale qui offensait le bon ordre du métier et était contraire à la hiérarchie et à la règle.

Le conflit entre le fabricant et les ouvriers s'accroît dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle et culmine lors du grand *lock out* de 1781. Le changement technique n'est pas directement en cause dans ce mouvement qui naît du refus d'un apprenti nouvellement embauché d'acquiescer la taxe imposée par les compagnons. Mais le patron profite de cette épreuve pour se débarrasser des Vétérans, les ouvriers les plus qualifiés et les plus influents. Il profite de la grève pour embaucher une main-d'œuvre locale non qualifiée – notamment des fils de journaliers et de saisonniers agricoles – beaucoup plus docile. Grâce à cette substitution de main-d'œuvre, le patron reprend le contrôle de la main-d'œuvre et du processus productif : au lieu des compagnons fiers et mobiles, il recrute des travailleurs locaux attachés à l'entreprise. Leonard Rosenband analyse admirablement bien le nouvel ordre manufacturier mis en place par les Montgolfier dans les années qui suivent. Les règles de l'embauche et du licenciement, comme le système des salaires et l'organisation « paternaliste » de la vie des ouvriers, détruisent les anciennes « modes » ouvrières et créent un ouvrier papetier d'un type nouveau, docile et attaché à l'entreprise.

Cette reprise en main de l'ordre manufacturier permet aux Montgolfier d'introduire des changements dans la production. La victoire contre les compagnons rend possible un transfert technique plus pacifique, même si celui-ci s'opère lentement et avec difficulté. Les nouveaux cylindres hollandais s'accordaient bien au travail des papetiers, à la fois de plus en plus régulier et planifié. L'étude de Leonard Rosenband apporte aussi beaucoup à la compréhension de la productivité et de l'organisation du travail qu'il parvient à saisir grâce aux livres de comptes et aux registres du personnel. En dépit de l'introduction des cylindres hollandais, les rythmes de travail changent peu, la moyenne de production journalière des cuves n'augmente pas réellement. Pour les Montgolfier c'était d'abord l'amélioration de la qualité des productions qui prédominait, bien plus que l'accroissement des quantités produites.

Le cas de la papeterie de Vidalon éclaire en définitive la genèse de la discipline manufacturière à la fin du XVIII^e siècle : il montre comment s'est mis en

place, bien avant le triomphe de la mécanisation au XIX^e siècle, un nouveau modèle productif rationalisé et indépendant des coutumes ouvrières de plus en plus dénoncées. Si à Vidalon, les Montgolfier parviennent à mettre au pas leurs ouvriers, ailleurs d'autres échouent. Ainsi, à La Sône, près de Saint-Marcellin, l'industriel Jubié cherche également à installer des cylindres hollandais vers 1785, mais « l'insubordination de ses ouvriers, poussée à un point dont on a peine à se former une idée, l'a toujours arrêté »²⁵. Pour les historiens dix-neuviémistes, l'étude de Leonard Rosenband éclaire aussi les conditions de possibilité du triomphe progressif des machines dans la première moitié du XIX^e siècle. En 1812, seuls 21 % des papetiers français employaient des piles hollandaises. C'est seulement dans les années 1820-1830 que la machine à papier – brevetée par Nicolas Louis Robert en 1799 – s'impose réellement, mettant définitivement un terme à la république des compagnons qui avait, tant bien que mal, survécu jusque-là.

Le livre de Leonard Rosenband constitue l'une des rares études éclairant aussi finement la genèse de la rationalisation industrielle des pratiques de travail à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles. Il montre que, dans la papeterie, comme dans les industries textiles bien connues, l'industrialisation passa d'abord par une modification de l'organisation du travail et par la domestication de la main-d'œuvre. Il montre aussi, dans la lignée des réflexions sur la « révolution industrielle », que les transformations économiques à l'origine de notre temps furent initiées par une modification des pratiques de travail, une intensification des règles disciplinaires et une réorganisation des hiérarchies. Cet exemple de la papeterie vient enrichir notre compréhension du fonctionnement des ateliers à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles, il s'avère éclairant sur les logiques hiérarchiques et les formes initiales de coordination dans les grandes entreprises naissantes, bien avant l'ère du taylorisme. Il propose ainsi une histoire sociale totale de la mécanisation, attentive aux multiples négociations qui façonnent le changement à la veille de la mécanisation généralisée de l'activité papetière au cours du XIX^e siècle²⁶.

* *
*

Existe-t-il une voie française de l'industrialisation au XIX^e siècle ? À l'évidence, la réponse à cette question varie considérablement selon l'objet étudié et l'échelle d'analyse choisie. En proposant une vaste synthèse qui recense les secteurs les plus « modernes » de l'économie française, Michael Smith montre les nombreux points communs qui caractérisent les grandes firmes naissantes

25. Cité dans Jean Nicolas, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale, 1661-1789*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 307.

26. Très bien étudiée par Louis André, *Machines à papier, innovation et transformation de l'industrie papetière en France, 1798-1860*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

dans le monde occidental au XIX^e siècle. Embrassant ainsi une conception qu'il qualifie lui-même de « post-révisionniste », il insiste sur le succès économique des entreprises françaises et relativise l'idée qu'il existerait une « voie spécifique ». À l'inverse, en déplaçant le regard vers les conflits sociaux et le poids du politique, Jeff Horn retrouve la singularité d'une France marquée en profondeur par l'héritage révolutionnaire.

Mais ces débats sur le caractère exceptionnel ou non de l'industrialisation française au XIX^e siècle sont sans doute un peu vains. Ils ont l'avantage d'inscrire la thèse de l'auteur dans une perspective problématique large, de faire écho à une actualité toujours en quête des raisons du retard ou du dynamisme français. Mais en ce qui concerne les deux premiers tiers du XIX^e siècle, c'est d'abord l'hétérogénéité qui domine et l'échelle d'analyse nationale n'est sans doute pas la plus pertinente pour penser les mutations économiques²⁷. À l'intérieur même de l'espace national il existe des trajectoires parallèles et des modèles concurrents. Certaines grandes entreprises se développent selon un horizon européen alors que d'autres restent profondément inscrites dans un héritage et dans un enracinement locaux. L'intérêt de l'étude de Leonard Rosenband sur la papeterie des Mongolfier réside aussi dans le jeu d'échelle qu'elle permet : l'entreprise de Vidalon est à la fois insérée dans un territoire spécifique et dans un marché qui se déploie à l'échelle de l'Europe ; les Montgolfier tentent de discipliner la main-d'œuvre locale en important des méthodes hollandaises. Ils déplacent les frontières et se jouent du national.

Par-delà leur hétérogénéité, ces études ont enfin comme intérêt salutaire de dépasser les frontières historiographiques et les bornes chronologiques habituelles, en englobant les périodes révolutionnaires, impériales et l'étude du XIX^e siècle. Elles illustrent le dynamisme des travaux des historiens américains de la France qui, en dépit du « dilemme » pointé jadis par David Pinkney²⁸, contribuent indéniablement à enrichir notre compréhension de l'histoire économique et sociale de la France du XIX^e siècle²⁹.

*François Jarrige est Attaché temporaire
d'enseignement et de recherche
à l'université d'Angers*

27. Patrick Verley avait proposé de son côté de rénover méthodologiquement la question de l'industrialisation en prenant en compte l'échelle transnationale et en privilégiant la question de la demande des produits industriels plutôt que l'offre, Patrick Verley, *L'Échelle du Monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1997.

28. David Pinkney, "The Dilemma of the American Historian of Modern France", *French Historical Studies*, n° 1, 1958, p. 11-25.

29. Pour un panorama plus complet des approches de l'historiographie économique du XIX^e siècle, voir le numéro spécial intitulé « Nouvelles approches en histoire économique », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 23, 2001.